

Annexe 2

à la convention relative à la remise de prothèses oculaires

entrée en vigueur le 1.1.2019

Remarque: afin de faciliter la lecture, la forme masculine a été retenue dans la présente convention; elle désigne les personnes des deux sexes. En cas d'incertitudes quant à l'interprétation, la version allemande fait foi.

Mesures relatives à l'assurance qualité

Le fournisseur de prestations s'engage à prendre les mesures suivantes pour assurer la qualité des prothèses oculaires.

1. Dispositions générales

Le fournisseur de prestations respecte les directives relatives aux dispositifs sur mesure qui s'appliquent dans le cadre de l'ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim; 812.213), notamment:

- l'obligation de déclarer au sens de l'art. 6 ODim
- l'information sur le produit dans les trois langues officielles au sens de l'art. 7 ODim
- le contrôle autonome au sens des art. 14 et suivants ODim.

Le fournisseur de prestations tient compte des directives relatives à la reconnaissance des ocularistes par les assureurs AA/AM/AI (cf. annexe 3) et remplit les conditions qui y sont décrites.

2. Suivi de patients

Le fournisseur de prestations s'assure de livrer un produit de qualité grâce à une installation d'exploitation appropriée et à des processus de travail adéquats.

- Le patient doit notamment bénéficier d'un conseil approfondi en amont et se voir remettre des instructions détaillées quant à l'utilisation et à l'entretien de la prothèse ainsi qu'au suivi à prévoir.
- Le mode d'emploi et d'entretien de la prothèse est disponible sous forme écrite dans les trois langues officielles de la Suisse.

3. Formation initiale et continue

Le fournisseur de prestations emploie au moins un collaborateur ayant suivi soit une formation spécialisée d'oculariste, soit une formation professionnelle ou d'une haute école complétée par l'obtention du diplôme d'oculariste. Les soins au patient ne doivent être réalisés que par cet oculariste ou sous sa supervision.

Le fournisseur de prestations veille à la formation continue de ses collaborateurs en les faisant participer à des colloques nationaux et/ou internationaux et en leur proposant des perfectionnements sur leur lieu de travail.

4. Contrôle

La Commission paritaire de confiance (CPC) peut à tout moment vérifier ou imposer le respect des dispositions définies dans la présente convention et ses annexes.

5. Sanctions

Le fournisseur de prestations répond vis-à-vis des répondants des coûts de toute violation des obligations découlant de cette convention dont il est responsable (y compris par négligence grave).

Si le fournisseur de prestations ne satisfait pas à ses obligations contractuelles, la CPC peut, après l'avoir entendu,

- a) émettre un avertissement et lui assigner un délai raisonnable pour corriger la situation, et
- b) résilier la convention avec effet immédiat si, à l'expiration de ce délai et malgré plusieurs relances, rien n'a été fait pour résoudre le problème.

Les répondants des coûts se réservent le droit d'entamer des actions en justice, notamment en réclamant des dommages et intérêts.